

Les crédits

• (1210)

Son instauration demandera de nombreuses années, mais ce plan servira de cadre aux initiatives qui nous amèneront à modifier notre façon de prendre des décisions.

Notre plan d'action environnemental améliorera nos décisions en les fondant sur de meilleures connaissances scientifiques, sur une meilleure formation, des données plus sûres et de meilleures communications et en ayant davantage recours aux techniques de pointe pour la surveillance de l'environnement et l'établissement des rapports sur l'état de l'environnement.

[Traduction]

Ce plan mettra surtout l'accent sur le maintien du partenariat actuel et sur l'établissement d'un nouveau partenariat avec toutes les couches de la société, les gouvernements, l'industrie, les syndicats, les organismes non gouvernementaux, les groupes et les particuliers.

C'est le gouvernement fédéral qui en est le maître d'oeuvre. Étant donné que marché ne saurait, à lui seul, fixer le cadre de travail nécessaire aux prises de décisions dans ce domaine, les gouvernements, à tous les paliers, doivent régir les activités qui influent sur l'environnement. Ils doivent mettre en valeur les questions écologiques en établissant un train de règlements, de lois, de sanctions et de récompenses à caractère économique et financier.

J'ai déjà dit que des mesures fiscales sélectives à caractère écologique n'étaient pas forcément à exclure de notre régime quand ces mesures demeurent le meilleur moyen d'atteindre certains objectifs. Mais, et je l'ai bien signalé au départ, on ne saurait concevoir un régime fiscal moderne et efficace qui soit axé sur un seul but, aussi valable soit-il. Nous devons faire en sorte préalablement que ce régime soit sain et efficace avant de songer à s'en servir pour atteindre un objectif aussi important et aussi vaste que la protection de l'environnement.

[Français]

Monsieur le Président, permettez-moi de rappeler et de répéter que ce gouvernement s'est engagé à prendre les mesures qui s'imposent pour protéger et préserver notre environnement.

Nous encourageons les politiques écologiquement saines. Nous ne nous y opposons pas. En effet, étant donné la complexité et l'étendue du problème de la pollution au Canada, nous devons rechercher des solutions nouvelles et imaginatives.

[Traduction]

Cependant, la motion de l'opposition laisse tomber toute une pléthore de considérations dont doit tenir compte un gouvernement responsable. Le Canada doit d'abord se doter d'un régime fiscal stable et fiable propre à lui assurer la santé économique et financière. C'est uniquement lorsqu'un tel système sera solidement établi que nous aurons à la fois les moyens et la compétence nécessaires pour atteindre l'objectif dont il est fait état dans cette motion.

[Français]

Voilà en quelques mots ce qu'accomplit le gouvernement, monsieur le Président. Pour les raisons que je viens de vous énoncer, je suis d'avis que la Chambre se doit de rejeter cette motion.

[Traduction]

M. Karygiannis: Monsieur le Président, l'environnement est une question qui intéresse non seulement les députés et le Canadien moyen, mais également les habitants du monde entier. Nous devons cesser d'hypothéquer l'avenir de nos enfants. Il faut déployer tous les efforts voulus, afin de protéger l'environnement à l'avenir.

Dans la région de Scarborough, très proche de ma circonscription, oeuvre le comité de protection de la rivière Rouge, qui ne ménage vraiment pas ses efforts. On parle de construire dans cette région une voie rapide et des maisons. À l'heure actuelle, des enfants y vont, dans le cadre d'excursions scolaires, afin de procéder à des travaux de nettoyage et ils en sont très heureux. Il s'agit d'un endroit où les habitants de la région métropolitaine peuvent aller profiter de la nature.

Cependant, j'ai entendu mon vis-à-vis parler de réforme fiscale et de la taxe sur les produits et services de 9 p. 100. Je n'y comprends strictement rien. Le député n'a-t-il pas bien entendu les Canadiens dont 80 p. 100 affirment qu'ils s'opposent à une taxe de 9 p. 100? Hier, à l'extérieur de cette enceinte, des milliers de personnes sont venues protester contre la taxe sur les produits et services.

Le député a discoursé sur l'équité du régime fiscal que le gouvernement va appliquer et sur la façon dont il entend réduire le déficit. Je me demande simplement si le député vit un cauchemar, s'il n'a pas encore ouvert les yeux et vu exactement ce que les Canadiens souhaitent.

Il est vrai qu'ils veulent profiter d'un meilleur environnement. Cependant, ils ne cessent de dire non à une taxe sur les produits et services de 9 p. 100.